

La Basse-Cour Somme-Aisne-Oise

Société Avicole Régionale régie par la loi de 1901
Siège Social : 12 rue d'Ile de France 02680 GRUGIES
Tél.06-82-80-42-62- Email : laurent-duchemin@live.fr
<http://www.la-bassecour-somme-aisne-oise.fr>

7^E EXPOSITION NATIONALE D'AVICULTURE du 28 octobre au 30 octobre 2016

organisée au boulodrome - rue Drouot 02800 LA FERRE

DÉCLARATION - D'INSCRIPTION

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél. : E-mail :

Nom de votre association ou club :

Je soussigné, après avoir pris connaissance du règlement de l'exposition et accepté les conditions,
je déclare que mes animaux seront : (cochez la case qui vous intéresse)

amenés et repris par moi-même amenés par un transporteur et repris par moi-même

dans le groupage de

DROITS D'INSCRIPTION

Unité toute catégorie :	3,00 € X	= €
Couple de palmipèdes, dindes, faisans :	4,50 € X	= €
Animaux de parc en couples :	4,50 € X	= €
Trio de cailles :	2,00 € X	= €
Trio de volailles grandes races ou naines (1M + 2F) :	5,50 € X	= €
Parquet de volailles (1M + 3 F) :	7,00 € X	= €
Volière de volailles (1 M + 5 F) :	8,00 € X	= €
Volière de pigeons (3 couples) :	8,00 € X	= €

Une cage gratuite pour les adhérents.....0,00 €

Total des engagements : = €

Catalogue obligatoire : = 4,00 €

TOTAL A REGLER : = €

Adressez cette déclaration accompagnée du chèque à l'ordre de la Basse-Cour Somme-Aisne-Oise, **sans oublier de joindre une copie du certificat de vaccination pour les sujets à plumes** et envoyez le tout à
M. Kevin PERSENT – 3 rue Maurice Dalongeville – 02590 ETRAILLERS

Clôture impérative des inscriptions le 1^{er} octobre 2016

Autorise la Basse-Cour Somme-Aisne-Oise, la Fédération Régionale Avicole Nord Pas de Calais Picardie à utiliser mes coordonnées dans le catalogue/palmarès ainsi que dans l'annuaire avicole régional édité et mis en ligne sur les sites Internet des « Espaces Naturels Régionaux » et « Avifede ». Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent en vertu de l'article 34 de la loi « Informatique et Libertés » N° 78/7 du 6 janvier 1978. Vous pouvez exercer ce droit en faisant parvenir au Président votre demande de rectification.

Signature.

